

#SOSHOMOPHOBIE

# DOSSIER DE PRESSE

18 MAI 2020

RAPPORT SUR  
LES LGBTIPHOBIES  
2020



**SOS** homophobie





#TABLERONDE18MAI

# Les LGBTIphobies en 2020 : toujours pas de répit

Une table ronde animée par Adrien Rohard, journaliste à France info

**Rendez-vous le 18 mai à 18h**

EN DIRECT sur Facebook

**Événement Facebook**



Présentation du Rapport 2020 et analyse des impacts du confinement sur les personnes LGBTI en présence de :

**Laszlo Blanquart et Giovanna Rincon**, chargé du pôle prévention et directrice d'Acceptess-T

**Omar Didi**, président du MAG Jeunes LGBT

**Valérie Edwige**, avocate au Barreau de Paris

**Véronique Godet et Jérémy Falédam**, coprésident·e·s de SOS homophobie

**Sarah Jean-Jacques**, chercheuse en sociologie et cofondatrice de Paye ta gouine

**Smâïn Laacher**, sociologue et président du conseil scientifique de la Dilcrah



**SOS** homophobie

en partenariat avec

**france•tv**

# SOMMAIRE

**\_ 4** Édito

**\_ 5** Les chiffres clés des LGBTIphobies en France

**\_ 7** +130 % d'agressions physiques envers les personnes trans

**\_ 8** Plus de la moitié des discriminations lesbophobes dans l'espace public concernent des couples

**\_ 9** Des situations de discrimination récurrentes

**\_ 10** Hommage aux victimes invisibles

**\_ 11** À propos de SOS homophobie

**La crise sanitaire liée au Covid-19 que nous traversons actuellement creuse un peu plus les inégalités de notre société au détriment des plus vulnérables, à l'instar des personnes LGBTI. Les mesures de confinement nécessaires créent par exemple un terreau propice aux violences intrafamiliales auxquelles les jeunes LGBTI sont particulièrement exposé-e-s. Or cette situation ne fait qu'exacerber des violences là où elles existent déjà, comme en témoigne cette nouvelle édition du Rapport sur les LGBTIphobies.**

## ÉDITO

En 2019, SOS homophobie a enregistré une augmentation alarmante de 26 % des témoignages par rapport à 2018. Cette hausse porte le nombre de témoignages reçus par l'association à 2 396, soit le deuxième plus élevé depuis la création de ce rapport, après 2013. Comment ne pas faire le lien entre ces hausses significatives enregistrées en 2013 et en 2019, deux années marquées par des débats publics sur l'extension aux personnes LGBTI de droits dont disposent depuis des années les personnes hétérosexuelles ?

Les mêmes mouvements qui, en 2013, ont manifesté contre le droit au mariage pour les couples de même sexe ont fait entendre leur voix en 2019 contre l'extension de l'accès à la PMA pour les couples de femmes, les femmes célibataires et les personnes trans. Leur parole a été largement relayée, souvent au détriment de celle des premières personnes concernées par cette loi, et a encore une fois cristallisé et généré des violences LGBTIphobes. Leur discours est porté par une vision conservatrice, hétéronormative et restrictive du genre qui érige le patriarcat comme modèle indépassable. Il entretient les stéréotypes de genre qui hiérarchisent la diversité des corps et des désirs et sont à l'origine des violences et discriminations à l'encontre des personnes LGBTI.

La prégnance de ces stéréotypes de genre se ressent dans les témoignages reçus en 2019, année notamment marquée par une explosion du nombre d'agressions physiques à l'encontre de personnes trans rapportées à SOS homophobie. Par ailleurs, les femmes lesbiennes ou bies, lorsqu'elles s'affichent en couple dans l'espace public, sont particulièrement exposées à ces violences : plus de la moitié des témoignages d'agressions lesbophobes visent en effet des couples. Le nombre d'agressions physiques rapportées à SOS homophobie reste, de manière générale, élevé et inquiétant, mais il ne doit pas masquer toutes les autres

manifestations de LGBTIphobies plus ou moins insidieuses allant des insultes à la discrimination, en passant par le harcèlement ou les menaces.

Alors que, selon une étude IFOP pour la Fondation Jasmin Roy-Sophie Desmarais et la Dilcrah menée en 2019, 85 % des français-es estiment que l'homosexualité est « une manière comme une autre de vivre sa sexualité », comment expliquer la persistance des actes de violence et de discrimination contre les personnes lesbiennes, gay, bies, trans ou intersexes ? Les personnes LGBTI sont de plus en plus acceptées et de mieux en mieux intégrées dans la société et, à mesure que leurs droits sont reconnus, au même titre que ceux de tout-e citoyen-ne, leur parole peut enfin être entendue. De plus en plus de victimes, jusqu'alors inaudibles ou contraintes au silence, s'expriment et dénoncent désormais les LGBTIphobies qu'elles subissent. Il nous faut encourager plus encore cette libération de la parole mais aussi continuer à demander au législateur que les personnes LGBTI jouissent des mêmes droits que les autres.

Déjà, nous y travaillons quotidiennement grâce à nos bénévoles qui s'engagent sur le terrain pour prévenir et sensibiliser contre les LGBTIphobies, soutenir les victimes et militer en faveur de l'égalité des droits. Nous mesurons le chemin parcouru et les victoires remportées, mais la recherche de justice et d'égalité pour toutes et tous demande une attention de tous les instants, une posture d'humilité pour donner la parole et écouter les plus vulnérables, et ainsi rendre visible l'invisible.

Dans ce combat, nous avons besoin de l'énergie et de l'engagement de toutes et de tous. SOS homophobie reste déterminée et mobilisée pour défendre le droit de chacun-e à vivre librement et sereinement, quelle que soit son orientation sexuelle ou son identité de genre.



**Véronique Godet,**  
coprésidente



**Jérémy Falédam,**  
coprésident

# 2 396

témoignages<sup>1</sup> reçus  
par SOS homophobie  
en 2019

# +26 %

# +130 %

augmentation  
alarmante du nombre  
de cas d'agressions  
transphobes signalées  
entre 2018 et 2019

<sup>1</sup> Les témoignages sont recueillis par SOS homophobie via sa ligne d'écoute, son « chat'écoute » et son formulaire de témoignage en ligne.

## LES CHIFFRES CLÉS DES LGBTIPHOBIES EN 2019

### Confinement ou non, rien n'arrête les discriminations

En 2019, SOS homophobie a recueilli **2 396 témoignages**, soit une **augmentation de 26 %** par rapport aux données de 2018 (1 905). **Ce nombre est le deuxième plus élevé depuis la création du Rapport**, derrière celui de 2013.

Dans ce contexte préoccupant, le nombre d'agressions physiques signalées s'est maintenu à 237 en 2019, avec toujours dans 70 % des cas des coups et blessures et dans 13 %, des agressions sexuelles et viols. **Le nombre d'agressions physiques rapportées par les personnes trans a, lui, plus que doublé.**

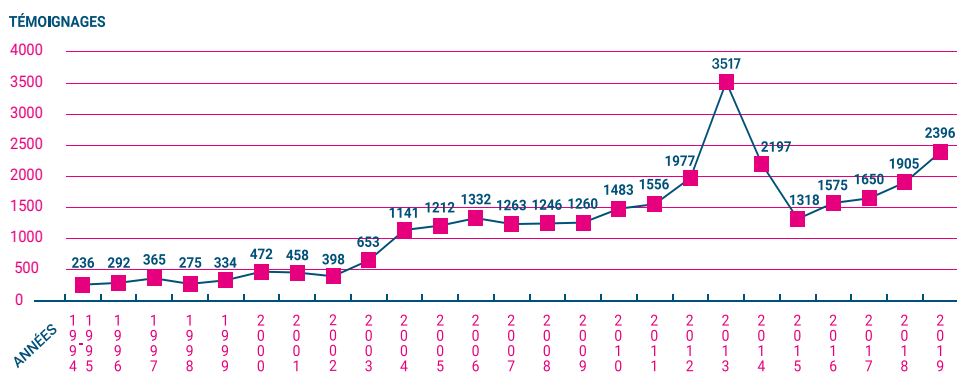
**Les signalements liés à l'expression LGBTIphobe sur Internet ont explosé, augmentant de 56 %** : 596 cas ont été rapportés en 2019 contre 383 en 2018. Le numérique libère une parole haineuse sous couvert d'un relatif anonymat dont les cibles sont tantôt des individus, tantôt les populations LGBTI de façon générale.



**C'est ma 3<sup>e</sup> agression physique en deux ans en Bourgogne. » Anaëlle, femme trans frappée et insultée par une dizaine d'adolescents pendant une demi-heure.**

**Nous avons ainsi constaté qu'un cas sur cinq correspond à l'expression d'un rejet général de tout ce qui dévie de l'hétérosexualité** et des normes de genre traditionnelles. Au vu de cette situation, contrairement aux années précédentes, lorsqu'un cas relève d'une LGBTIphobie générale, il n'est pas pris en compte dans l'analyse chiffrée des cas spécifiques de gayphobie, de lesbophobie, de biphobie et de transphobie, afin de ne pas noyer ces dimensions dans un rejet global. C'est le cas par exemple des références démultipliées cette année à un fantasmé « puissant lobby LGBT » lors du débat sur la loi de bioéthique.

### ÉVOLUTION DU NOMBRE DE TÉMOIGNAGES



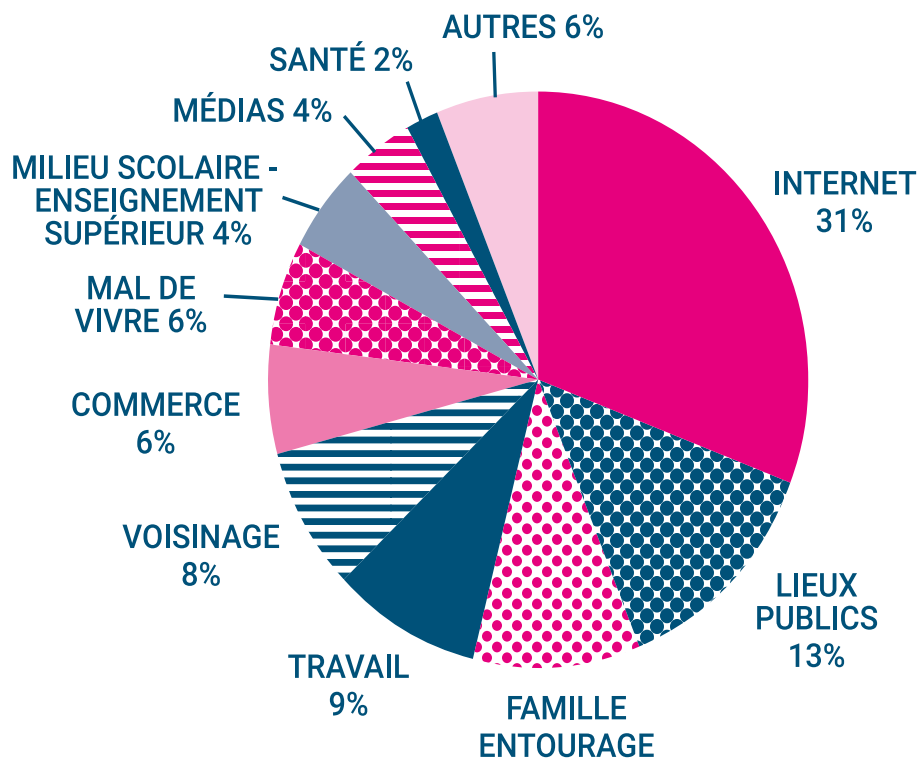


## Une partie de la société française s'enferme dans l'hétérosexisme et résiste à toute évolution positive

Pour rappel, un témoignage correspond à une prise de contact par une victime ou un témoin. Il arrive que plusieurs personnes signalent la même situation, ou qu'une victime nous contacte plusieurs fois pour une même affaire : un seul cas est alors comptabilisé. Ainsi, un cas peut correspondre à plusieurs témoignages. Cette année, SOS homophobie a donc comptabilisé 1 899 cas répartis sur 2 213 témoignages d'actes LGBTIphobes.

Alors que les débats autour de la Procréation médicalement assistée (PMA) et les combats pour dénoncer violences sexuelles ou féminicides ont continué en 2019, **SOS homophobie a lancé à l'automne une campagne d'information à destination des femmes lesbiennes et bies, cis ou trans afin de les encourager à témoigner.**

Les femmes sont davantage invisibilisées dans notre société, et une fois visibles, elles sont particulièrement ciblées, comme peut attester cette année le fait



que plus de la moitié des agressions physiques lesbophobes dans les lieux publics visent des couples (58 % ; pour les hommes, il s'agit de 22 %).

**58 %**  
des femmes étaient avec leur compagne au moment de l'agression dans un lieu public.  
Ce chiffre englobe toutes les violences, des injures aux agressions physiques.

Bien qu'elles soient le reflet de situations intolérables, les données du Rapport de SOS homophobie doivent être citées et interprétées avec précaution, surtout au regard de **changements méthodologiques instaurés en 2019, qui limitent certaines comparaisons avec les données 2018.**

En dehors du traitement spécifique réservé aux LGBTIphobies générales, les cas recensés à l'étranger ne sont plus pris en compte dans les chiffres totaux ciblant la France.

Même s'il faudra attendre 2021 pour évaluer l'impact qu'ont pu avoir la crise liée au Covid-19 et le confinement sur les témoignages reçus par SOS homophobie cette année, de nombreuses situations sont malheureusement récurrentes d'une année sur l'autre. Une recrudescence des discriminations dans les familles ou le voisinage est malheureusement à prévoir.



**On m'a souvent demandé si je n'étais pas plutôt une lesbienne refoulée, si je n'étais pas avec un homme par facilité. Autant de personnes homos qu'hétéros m'ont fait ces remarques dures. » Julie, femme bies vivant dans le Rhône, exprime les difficultés qu'elle rencontre au travail.**



# +130 % D'AGRESSIONS PHYSIQUES CONTRE LES PERSONNES TRANS

**Ne plus se taire,  
ne plus se laisser faire**

2019 aura été une année sombre pour les personnes trans. Les cas d'agressions physiques contre ces hommes, ces femmes et ces personnes non binaires ont plus que doublé en un an (+130 %).

**Parmi les  
208 cas de  
transphobie  
rapportés en  
2019, 1 sur 5  
fait état d'une  
agression  
physique ou  
sexuelle.**

Ce type de situation s'est cristallisé le 31 mars 2019 avec l'agression de Julia sur la place de la République à Paris. Les violences subies par la jeune femme, tant physiques que morales, reflètent **des événements malheureusement trop quotidiens dans la vie des personnes trans. Insultes, harcèlement,**

**humiliations sont des réalités subies dans les lieux publics (14 %), dans leur famille (11 % des cas), au travail (10 %), etc.**

À cela s'ajoutent des problèmes au niveau médical, dans l'accès aux soins, la prescription d'hormones, l'ouverture de l'accès à la PMA (qui a été rejetée pour les personnes trans dans le texte de loi voté par l'Assemblée nationale en février dernier) ; mais aussi au niveau administratif, avec des refus de changement d'état civil, des procédures longues et intrusives pour justifier son genre, etc.

**Et la période de confinement n'a fait qu'aggraver la situation de certaines personnes en matière de santé, de précarité et de mal-être.**

Comme pour chacun·e, la solitude peut être un poids difficile à supporter. Mais elle devient dangereuse dans une famille qui a mal réagi à un coming out, face à des voisin·e-s violent·e-s ou si le suivi médical est stoppé en plein processus de transition à cause de la situation sanitaire.

#NEPLUSSETAIRE



*Cela fait 50 ans que Catherine subit des insultes et des moqueries. À 62 ans, et en situation de handicap, elle « n'en peut plus », et n'ose plus sortir de chez elle. Sa voiture a été rayée, la carrosserie enfoncée. Elle a essuyé des agressions verbales. Une voisine l'a enjointe à faire des démarches pour partir.*



*Jérémy fume une cigarette avec sa copine et une amie près d'une gare routière quand un homme s'approche et tente de draguer cette dernière. Alors que Jérémy essaye de s'interposer, l'homme l'appelle « ma fille », ce à quoi la petite amie de Jérémy corrige que c'est un garçon. L'homme commence à fixer son torse et sa gorge et lui dit qu'il doit toucher son entrejambe pour en être sûr. Les deux femmes font alors diversion pour que le groupe s'extirpe de la situation sans conflit.*

# PLUS DE LA MOITIÉ DES DISCRIMINATIONS LESBOPHOBES DANS L'ESPACE PUBLIC CONCERNENT DES COUPLES



*Katia et sa copine, Andréa, passent par un kebab et attendent leur commande au comptoir. Un des clients se place derrière elles et lance « Toutes des salopes ! » Il leur demande si elles sont lesbiennes et exige un baiser en tentant de les prendre par la taille. Quand elles reculent, l'homme devient violent. Il dit à Andréa « C'est toi qui portes le caleçon » ; elle lui répond de les laisser tranquilles. Suit un torrent de menaces : « Tu sais pas qui je suis, sale lesbienne, je vais aller chercher mon gun et te mettre une balle dans la tête. Je vais te buter et je vais aller chercher une Africaine pour qu'elle te casse la gueule, elle va t'allonger sur le trottoir, tu te relèveras plus jamais. Et ta copine dira rien, tu vois elle dit rien, elle a compris elle. » Katia était complètement tétanisée, incapable de dire quoi que ce soit. Personne n'a réagi pour les aider.*

## Visibilité interdite pour les lesbiennes

En 2019, 300 cas spécifiquement lesbophobes ont été rapportés à SOS homophobie. Les violences au sein de la famille (16 % des cas) mais surtout dans l'espace public (19 %) y prennent une part nettement plus importante que pour des personnes gays, bies ou trans.

De manière générale, et comme l'ont montré les nombreuses actions du collectif Nous Toutes, l'espace public reste trop souvent le théâtre d'agressions envers toutes les femmes, qu'elles soient lesbiennes, bies ou hétéros, cis ou trans, racisées ou non, etc.

Les femmes lesbiennes et bies sont particulièrement exposées aux agressions lorsqu'elles sont en couple dans les lieux publics. 58 % des femmes étaient avec leur compagne au moment d'une agression à l'extérieur. Des actes anodins pour des couples hétérosexuels, comme se tenir la main, marcher côte à côte, se serrer dans les bras ou s'embrasser dans la rue, deviennent une vraie prise de risque pour un couple de femmes. À titre de comparaison, 22 % des agressions d'hommes gays dans l'espace public ont lieu lorsqu'ils sont en couple.

Trop souvent considéré comme une insulte, le terme « lesbienne » n'est pas utilisé par les médias et les personnalités politiques. En avril 2019, Fanchon Mayaudon-Courtel a lancé le mouvement #SEOlesbienne après avoir constaté que le terme « lesbienne » était utilisé par les moteurs de recherche essentiellement dans le domaine pornographique, par des hommes et pour des hommes. Le mouvement s'est entouré d'expert·e·s du web pour améliorer le référencement du terme et intervenir auprès de Google qui a corrigé certains algorithmes l'année dernière.



*Anna a 23 ans et fait ses études à l'université. Un garçon de sa fac a pris des photos d'elle et sa copine en train de s'embrasser. Depuis, il lui parle pour lui dire ce qu'il imagine de leurs ébats. Julie souhaite témoigner de ce qu'elle vit au quotidien : « Ce n'est pas nouveau, la lesbophobie se manifeste sous la forme de notre sexualisation. Les hommes réalisent qu'ils n'ont aucune place dans notre sexualité, alors ils nous imposent leurs fantasmes. »*



# DES SITUATIONS DE DISCRIMINATIONS RÉCURRENTES

## Être parent c'est dans les cernes, pas dans les gênes

Force est de constater que beaucoup n'ont pas digéré l'ouverture du mariage et de l'adoption actée en 2013, et les débats relatifs à la PMA ont catalysé toutes sortes de violences. **Sur le plan politique, dans les médias et sur Internet, les projets parentaux des femmes seules, des couples de femmes et des personnes trans ont suscité ignorance, mépris et rejet** sans que, bien souvent, les concerné-e-s puissent s'exprimer. Ces discours ont des conséquences bien concrètes qui peuvent aller jusqu'aux agressions physiques des parents LGBTI, mais aussi de leurs enfants.



*À 40 ans, Aurélie divorce de son mari pour partir vivre avec une femme. Son ex-mari refuse de partager la garde des enfants avec elle. Il affirme qu'il s'opposerait à ce que leurs filles et fils soient gardés par un couple de deux femmes sous prétexte qu'elles et ils n'auraient pas été élevés de cette manière. Son ex-mari monte ses enfants contre elle, et deux ne lui adressent plus la parole.*



*Un matin, alors qu'il se rend à la gare, Alfred est arrêté par des policiers. Ces derniers se moquent ouvertement de sa tenue, ses talons hauts, son maquillage... Ils le fouillent intégralement, ce qui fait qu'Alfred rate son train. Il devra racheter un billet.*

## Des codes très faillibles

Tous ces blocages prennent racine dans des stéréotypes de genre encore bien ancrés, particulièrement évidents dans les témoignages de 2019. Au nom de ces codes, les personnes trans sont mégenrées, les enfants intersexes sont mutilé-e-s, les femmes lesbiennes et bies sont sans cesse ramenées au désir masculin et violentées quand elles s'y refusent, et les hommes gays et bis sont traités en « sous-hommes ». Ces stéréotypes se propagent avec en germe toute une gradation de violences envers les personnes LGBTI : brimades et moqueries, insultes, discriminations, violences physiques et sexuelles.



*Aujourd'hui, on m'a dit que j'étais "à moitié normale", rapport au fait que je suis bie. » Sandra a reçu ce commentaire de la part d'une personne de son entourage.*

## La bisexualité, ce n'est pas de « l'homosexualité refoulée »

Autre conséquence de ces normes, pour les individus dont l'orientation sexuelle échappe à la stricte binarité homo/hétéro, il peut être bien difficile de trouver sa place. **Face au manque de visibilité et de représentations positives de la bisexualité, beaucoup ont du mal à s'imaginer ou à s'affirmer comme bisexuel-le-s**, ce qui engendre des questionnements et un mal de vivre accrus. Il convient de rappeler que la bisexualité existe bien, et que chacun-e est par ailleurs libre de ne pas définir son orientation sexuelle.



*Cela fait six ans que Farid, 55 ans, subit un harcèlement qui l'a complètement usé. Crachats au visage, insultes, excréments dans la boîte aux lettres... Il bénéficie d'un logement social dans ce qu'il appelle « une cité », et ne peut pas facilement changer d'appartement. C'est pourtant ce qu'on lui a conseillé, quand on ne lui a pas suggéré d'être « discret »... Malgré ses maigres moyens, Farid doit s'offrir des nuits de répit à l'hôtel.*

## LGBTIphobies, l'épidémie n'est pas finie

Ces réalités sont parfois encore mal accueillies dans les familles, où des témoignages d'une violence insupportable nous sont encore parvenus. **Dans le cadre du confinement, certain-e-s se trouvent isolé-e-s avec des proches qui les privent de contact avec l'extérieur, les insultent ou les frappent.** Ces conditions peuvent aussi exacerber les violences de voisinage : dans une situation déjà anxiogène et économiquement difficile, le confinement se renferme comme un piège sur certaines personnes LGBTI.

# **Hommage aux victimes invisibles d'ici ou d'ailleurs**

Nous dédions ce rapport à toutes les victimes qui, contraintes par leur situation économique, géographique, sociale, par la peur, la honte ou par leurs bourreaux, ne peuvent témoigner et sortir du silence qui les rend invisibles.

À celles et ceux qui subissent moqueries, provocations, injures, discriminations et violences dans le silence ou sans être entendu·e·s.

À celles et ceux qui ne peuvent faire leur coming out sous peine de se mettre en danger.

À celles et ceux qui vivent avec la crainte d'être rejeté·e·s de leur foyer, de leur famille, de leurs enfants, de leur entourage ou encore celle de perdre travail et revenu.

À celles et ceux qui pensent que la seule option est de renoncer à être soi, se cacher, faire semblant ou mener une double vie.

À celles et ceux qui n'ont d'autre choix que de nier leur identité de genre, leur orientation sexuelle pour survivre.

À toutes celles et tous ceux qui doivent se taire et vivre dans ce silence qui étouffe leur être et hypothèque leur vie.

**Nous pensons à vous, nous luttons  
pour vous.**

# À PROPOS DE SOS HOMOPHOBIE

SOS homophobie est une association loi 1901 nationale de lutte contre les agressions et les discriminations LGBTIphobes. Créée le 11 avril 1994 à Paris autour d'une ligne d'écoute et de soutien aux victimes de LGBTIphobies, elle s'est développée autour de trois grands axes : soutenir, prévenir et militer.

Sensibilisation en milieu scolaire ou professionnel, publication de rapports et d'enquêtes, soutien juridique, organisation d'événements, etc. L'association compte plus de 1 400 adhérent-e-s et s'est organisée autour d'une quinzaine d'activités menées par près de 600 bénévoles. Elle s'étend désormais sur 21 délégations territoriales.



**Soutenir** les personnes LGBT+ victimes de discriminations et d'agressions avec notre ligne d'écoute, l'aide juridique et l'accompagnement des adolescent-e-s.



**Prévenir** la lesbophobie, la gayphobie, la biphobie, la transphobie et l'interphobie en sensibilisant tous les publics avec les interventions en milieu scolaire et professionnel, l'organisation d'événements et de débats et l'activisme numérique.



**Militer** pour l'égalité des droits auprès des institutions avec notre Rapport sur les LGBTIphobies publié chaque année, des enquêtes, des manifestations et nos relations institutionnelles.

## **1994 - 2020 : 26 ans d'engagement**

Le 11 avril 1994 était inaugurée la première ligne d'écoute pour les personnes LGBTI victimes de discriminations et d'agressions. L'association SOS homophobie était née. 26 ans plus tard, l'homophobie, la biphobie et la transphobie n'ont pas disparu, loin de là.

## **L'histoire s'écrit toujours au présent**

Les discriminations et violences subies par les personnes LGBTI sont multiples. Nos actions le sont également. Fondée à Paris, l'association est désormais nationale.

Depuis 1994, elle a recueilli plus de 27 000 témoignages, accompagné plus de 1 500 victimes dans leurs démarches juridiques, sensibilisé près de 150 000 élèves et formé des dizaines de milliers d'adultes. L'association a également créé en 2019 un fonds de dotation dédié à l'aide aux victimes et la prévention des LGBTIphobies.

Présente auprès de toutes les victimes, SOS homophobie a pour mission de sensibiliser différents publics aux manifestations et conséquences des LGBTIphobies, à nos revendications. Ainsi, nous espérons que le plus grand nombre de personnes pourra nous connaître, nous soutenir et, qui sait, nous rejoindre, pour construire avec nous une société inclusive.



**SOS** homophobie

**Contacts presse**

**Véronique GODET et Jérémy FALÉDAM**  
Coprésident-e-s de SOS homophobie

porte-parole@sos-homophobie.org - 06 28 32 02 50



@SOShomophobie



SOS homophobie



@soshomophobie

[www.sos-homophobie.org](http://www.sos-homophobie.org)

**SOS homophobie**  
14, rue Abel  
75012 PARIS